



Presse

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

presse@parti-socialiste.fr

Mardi 28 avril 2009

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT NATIONAL

Les socialistes mobilisés pour l'égalité d'accès aux soins

Quelques semaines après l'examen en première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi « Hôpital, Patients, Santé Territoires » et avant l'examen au Sénat, le malaise s'approfondit dans le secteur de la santé. La contestation s'amplifie, comme en témoigne la journée d'action nationale du 28 avril 2009. Les patients, les professionnels, les élus expriment leur mécontentement et leur inquiétude.

L'enjeu est majeur : il y va de l'avenir de notre système de solidarité collective. Plus de 15 % des Français renoncent à se soigner pour des raisons financières, près de 40 % retardent le moment de le faire, 7% n'ont pas de couverture complémentaire ; l'inégalité territoriale d'accès aux soins se creuse, avec l'extension des déserts médicaux.

Alors que les déficits sociaux se creusent, l'essentiel de l'effort budgétaire au cours des dernières années a été réalisé par le secteur public : s'il a bénéficié de 26 mds € en 10 ans, plus de 30 Mds ont été pendant la même période alloués à la médecine ambulatoire.

Face à ces constats, la loi HPST n'apporte aucune réponse de fond et met à mal l'hôpital public, noyau dur de notre système de santé, qui conjugue excellence et solidarité. Les socialistes s'élèvent vigoureusement contre les choix faits par le Gouvernement : déremboursements et franchises médicales à la hausse, dépassements d'honoraires non maîtrisés, refus d'agir face aux déserts médicaux grandissants, absence de toute politique de prévention, soumission de toute la politique de santé, à travers les agences régionales de santé, à des critères financiers.

Le Parti socialiste demande le retrait du projet de loi Bachelot pour en permettre une large réécriture, assortie d'une négociation avec tous les acteurs de santé.

Pour conforter la place de l'hôpital public dans notre système de soins, il faut une communauté soignante et des médecins respectés, il faut des directeurs capables de mener leur mission dans le sens de l'intérêt général, il faut des élus au rôle renforcé au lieu d'être évincés. Le juste équilibre n'est manifestement pas atteint dans le projet de loi.

Les socialistes réaffirment leur opposition résolue à la mise en œuvre d'une logique purement comptable aboutissant à la suppression massive de postes à l'hôpital public, qui met en péril son rôle et ses missions, dégrade les conditions d'accueil des patients et les conditions de travail des personnels. L'hôpital public ne peut en aucun cas être géré comme une entreprise. Il est urgent de revenir sur le principe de la tarification à l'acte qui nie, avec la convergence tarifaire qu'elle implique, la différence entre hôpital public et les cliniques privées. Elle occulte la spécificité des missions de service public assumées par l'hôpital, qui ne choisit ni ses patients ni les pathologies qu'il traite.

Parallèlement, la question des dépassements d'honoraires ne peut être négligée, car elle rend illusoire l'égalité d'accès aux soins dans notre pays. Les socialistes attendent des mesures fortes dans ce domaine. Pour les socialistes, l'égalité devant la santé représente une priorité absolue. Ils apportent donc leur soutien à tous ceux qui se mobilisent pour défendre notre système de solidarité sociale.

C'est dans cet esprit que Marisol TOURAINE, Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale, recevra une délégation de personnels hospitaliers, médicaux et non médicaux, le mercredi 29 avril 2009 à 16 heures à l'Assemblée nationale.